

10 janvier - 49 : Jules César franchit le Rubicon.

D'importantes tractations ont lieu en décembre 50 et janvier 49 entre César et Pompée au sujet du proconsulat de César qui prend fin. Le Sénat, étant majoritairement favorable à Pompée, s'oppose à la prolongation du mandat de César. Ce dernier conquiert en 50 les derniers territoires gaulois indépendants, ce qui assoit sa légitimité et sa popularité auprès du peuple.

Face à César, alors en position de force, le Sénat décide de voter un *senatus consulte* qui désigne César et ses partisans comme ennemis publics. Rejoint par des troupes d'alliés, César franchit le Rubicon le **10 janvier** avec son armée, qu'il n'a pas dissoute, arguant que Pompée outrepassa ses pouvoirs. Le 23 janvier, menacé par l'armée de César, Pompée et une partie du sénat s'enfuient en Grèce, laissant le trésor à Rome (lequel sera récupéré par César).

Fin mars, César rentre à Rome, il trouve quelques sénateurs, et repart en Espagne, le 7 avril. Pendant ces quelques mois, il traverse lentement l'Italie vers Rome, en donnant le mot d'ordre à ses soldats de ne rien piller, pour montrer sa bonne foi et son souci du bien public. En mars, il fait voter une loi qui donne la citoyenneté romaine aux Cisalpins, jusqu'alors sous le protectorat de Pompée, se créant ainsi une citadelle alliée.



Jules-César arrivé au Rubicon, par Gustave Boulanger (1824-1888).

10 janvier 1430 : création de l'ordre de la Toison d'or (Bruges).

L'**ordre de la Toison d'or** a été fondé par le duc de Bourgogne Philippe le Bon le 10 janvier 1430 à l'occasion de son mariage avec Isabelle de Portugal.

Il s'agit au départ d'un ordre de l'État bourguignon, ensemble de principautés féodales regroupant le duché de Bourgogne (fief français), le comté de Bourgogne (fief d'Empire) et

plusieurs fiefs des Pays-Bas, notamment le comté de Flandre (fief français) et le duché de Brabant (fief d'Empire). Après la mort de Charles le Téméraire (1477), l'État bourguignon passe à la maison de Habsbourg, notamment à Charles Quint, puis à son fils Philippe II, roi d'Espagne. Après la mort de Charles II d'Espagne (1700), l'ordre est divisé entre une branche espagnole et une branche autrichienne (celle-ci non reconnue en France).

Le lieu de la fondation est Bruges, ville du comté de Flandre, et le premier chapitre de l'ordre est tenu en 1431 à Lille, aussi ville flamande. Le port du collier de la Toison d'or devient obligatoire le 3 décembre 1431.

Le nom de l'ordre est inspiré du mythe grec de la Toison d'or, complété un peu plus tard par l'histoire biblique de Gédéon, symbole de force spirituelle, comme l'indiquait la tapisserie ornant les lieux de réunion des chapitres à partir de 1456.

Une tradition perdue selon laquelle ce serait en hommage à sa maîtresse, Marie de Rumbrugge, dont la chevelure était d'or, que Philippe le Bon a créé l'ordre.

Il subsiste de nos jours deux ordres de la Toison d'or issus de l'ordre historique : l'ordre de la maison d'Autriche reconnu comme personne morale par la république d'Autriche depuis 2000 dont le grand maître est le chef de la maison de Habsbourg-Lorraine et l'ordre espagnol dont le grand-maître est le roi d'Espagne.



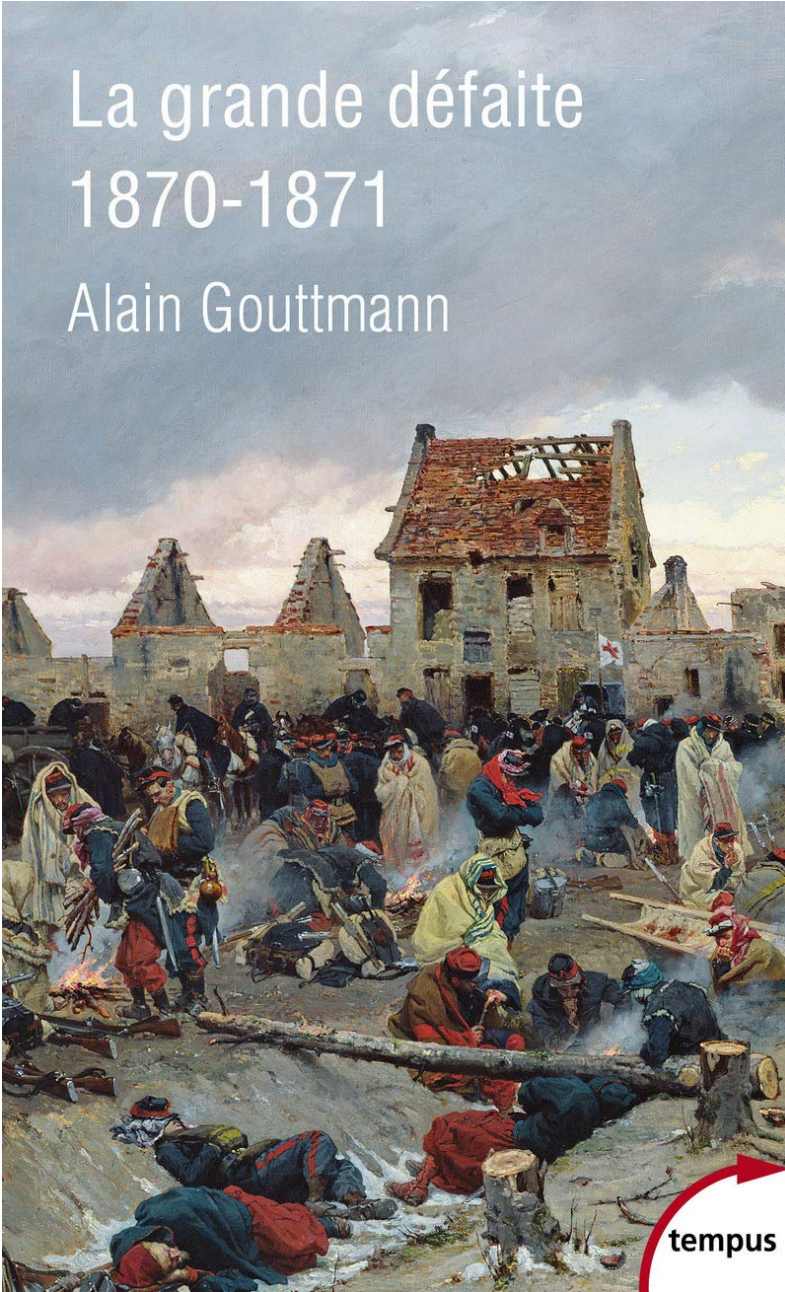
Toison d'Or

10-11 janvier 1871 : bataille du Mans.

L'armée de la Loire du général Chanzy, en retraite depuis la défaite de Loigny (2 décembre 1870) qui avait à nouveau livré Orléans aux Prussiens, tente vainement de reprendre l'initiative. Composée de troupes disparates mal équipées et peu entraînées, l'armée s'effondre entre autres en raison de la supériorité technique de l'artillerie allemande et des rigueurs de l'hiver. Les unités bretonnes ont été dotées uniquement de fusils à chargement par le canon (et non du fusil [Chassepot](#) pourtant produit à 1 200 000 exemplaires à cette date).

La grande défaite 1870-1871

Alain Gouttmann



tempus

Après la bataille de Coulmiers (9 novembre 1870), le 1^{er} corps d'armée royal bavarois avait fait sa jonction avec le groupe d'armée du Grand-duc de Mecklembourg. L'État-major français, à Versailles, avait décidé de stationner le gros des forces françaises dans la région du Mans. Cette décision malheureuse s'explique entre autres par les combats livrés autour de Dreux. Le Grand-duc dirigea donc son armée vers Le Mans, mais au lieu d'y trouver des troupes de ligne, il se heurta à des franc-tireurs qui retardèrent efficacement sa progression. Les régiments d'infanterie de ligne regroupés autour du Mans (XXI^e corps d'armée et recrues de Bretagne) évitèrent le combat. L'Armée de la Loire demeura quant à elle presque tout le mois de novembre en couverture autour d'Orléans en poursuivant la formation de ses soldats. À la fin de novembre, l'armée du

Grand-duc pouvait reprendre sa progression vers le sud et la vallée de la Loire. Elle atteignit l'objectif juste à temps pour prendre part à la bataille d'Orléans. Le XXI^e corps d'armée français se maintint au Mans et ne prit donc pas part à ces combats.

Au terme de la bataille d'Orléans et de la chute de cette ville (4 décembre), le général de Paladines fut démis de son commandement et l'armée de la Loire, divisée en deux pour reformer l'Armée de l'Est de Bourbaki et constituer la « *seconde armée de la Loire* » du général Chanzy. Bien que les Prussiens eussent tenté de poursuivre l'ennemi, l'armée de la Loire parvint à se reformer pour prendre la route du Mans, retenant les poursuivants prussiens par une série de combats de repli : d'abord à Meung (ou plus précisément Nevoy près Gien) le 7 décembre, puis le 8 décembre avec une contre-attaque d'ampleur limitée à Beaugency ; cependant elle se trouva contrainte d'évacuer car le 9^e corps d'armée de von Manstein menaçait de leur couper toute retraite. À Beaugency, les troupes fuyant Orléans firent leur jonction avec l'armée envoyée vers Le Mans, reformant ainsi une armée de 100 000 hommes. Mais le dégel, accompagné d'une pluie continue, interdisait toute manœuvre d'ampleur. Les Allemands mirent ce contretemps à profit pour réorganiser leurs unités. L'armée du Grand-duc de Mecklembourg continuait de harasser les Français ; elle s'empara après quelques combats de Blois le 13 décembre, puis de Vendôme le 17 décembre, faisant plusieurs prisonniers dont les francs-tireurs.

À ce point elle dut cependant interrompre sa progression, car ses troupes, décimées par les escarmouches et épuisées, n'étaient plus en état de poursuivre. Ainsi, jusqu'à la fin de décembre, le 1^{er} corps bavarois de général von der Tann était rattaché à l'armée du Grand-duc, mais après trois mois de combats pratiquement ininterrompus, il en fut détaché pour être affecté au siège de Paris.

À la fin du mois de décembre, les 150 000 combattants du général Chanzy se regroupèrent autour du Mans. On poursuivit encore leur formation militaire, et on les arma ; mais c'était un armement dépareillé et souvent vétuste, comportant essentiellement des fusils à chargement par la bouche.

Cette armée était censée mener une attaque coordonnée sur Paris. Autour d'un noyau formé des XVI^e, XVII^e et XXI^e corps étaient venues s'agréger des unités de la première armée de la Loire puis, au fil des jours, plusieurs brigades de volontaires. De ces 150 000 hommes, un tiers, au début du mois de janvier, n'avaient aucune expérience du feu, et le XXI^e corps n'avait pas combattu à Orléans.

Les Prussiens décidèrent le 1^{er} janvier 1871 de marcher contre le Mans avant que la réorganisation de cette seconde armée de la Loire ne soit achevée, afin d'abattre définitivement l'ennemi sur ce front. Pour cela, ils regroupèrent le 6 janvier la II^e armée du prince Frédéric-Charles de Prusse autour de Vendôme. Au début du mois de janvier 1871, cette unité, formée du 3^e corps d'armée de von Alvensleben, du 10^e corps d'armée de von Voigts-Rhetz, du 13^e corps d'armée du Grand-duc Frédéric-François de Mecklembourg, de la 18^e Division d'Infanterie du IX^e corps (von Manstein) et de quatre divisions de cavalerie (1^{re}, 2^{de}, 4^e et 6^e), comptait 58 000 fantassins, 15 000 cavaliers et 324 canons.

La marche de la 2^e armée allemande fut gênée par les pluies continues, rendant les chemins boueux, et une région vallonnée favorable aux embuscades. Il fallut faire progresser les colonnes côte à côte, ce qui représentait un front de 100 km, avec au centre le III^e et le IX^e corps, à droite le XIII^e et à gauche le X^e corps, venu de Tours au sud. Cette formation était censée permettre l'encerclement de l'ennemi en cas de rencontre ; mais l'étirement considérable des colonnes allemandes compromettait la coordination des différents corps d'armée. Le 7 janvier ils atteignaient Sargé-sur-Braye et le 9 janvier, Ardenay-sur-Mérize. Les premiers engagements eurent lieu tout près du Mans, sur l'Huisne.

Au soir du 10 janvier, le prince Frédéric-Charles établit son quartier-général au château d'Ardenay, qu'il partagea avec le chef d'État-major de la II^e armée allemande, le général von Stiehle, pour poursuivre les mouvements rapides du III^e corps d'armée. L'attaque fut lancée à 9 heures le 11 janvier : le X^e corps d'armée allemand (Voigts-Rhetz) à l'aile gauche se trouvait encore au Grand-Lucé. Le IX^e corps (von Manstein) suivit par St. Hubert à la droite du III^e corps et attaqua avec l'avant-garde de la 18^e division la place de Champagné. Vers 11 heures, la brigade brandebourgeoise de la 4^e division s'empara de Champagné et poursuivit vers Le Mans en suivant la voie ferrée. Les Allemands se heurtèrent à une forte résistance du XVI^e corps de l'amiral Jauréguiberry autour des fermes de Landière et du Tertre, et ce n'est que par l'intervention de la 5^e Division, venue du sud, que les Français furent délogés de leurs positions et abandonnèrent le faubourg de Pontlieue, laissant l'Huisne ouverte au sud-est du Mans. La 20^e division du général Alexander von Kraatz-Koschlau venait du sud par Mulsanne et renforça l'attaque allemande. La 36^e brigade du IX^e corps s'empara du village de Champagné en venant des collines d'Auvours, puis de Villers. En fin de journée le général Chanzy donna l'ordre d'abandonner la rive de l'Huisne : son aile gauche devait se replier au nord jusqu'à Alençon, le centre et l'aile droite prendre position à l'ouest de la Sarthe.

La percée obtenue la veille au centre est élargie jusqu'au faubourg de Pontlieue, et la prise d'Yvré-l'Évêque. La bataille s'achève par des combats de rue jusque tard dans la nuit dans la ville du Mans. Les affrontements pour la maîtrise du pont et la barricade de Pontlieue sont menés par la 19^e et la 5^e division allemande : les 17^e et 91^e régiments d'infanterie s'engouffrent par la grande-rue, tandis que le 56^e régiment d'infanterie occupe la gare. Sur le cours amont de l'Huisne, Montfort se rend au XIII^e corps d'armée allemand ; les 17^e et 22^e divisions font irruption devant Saint-Corneille et La Croix et forcent au repli le XXI^e corps français du capitaine de vaisseau Jaurès à Lombron. La 35^e brigade du IX^e corps d'armée allemand, couvert par le XIII^e corps d'armée, s'empare de la rive nord de l'Huisne et prend position sans combat le long du ruisseau de la Parence.

Le repli des Français au Mans tourne à la déroute, l'ordre de l'armée de la Loire est rompu et une multitude de soldats désertent : (on observe toutefois de ce point de vue une grande différence entre les milices et l'armée régulière.)

L'armée de la Loire était défaite. La 2^e armée allemande avait perdu au cours des sept derniers jours 200 officiers et 3 200 hommes, mais elle avait fait 20 000 prisonniers, et pris à l'ennemi 17 canons et 2 drapeaux. Les chevauchées de la 6^e division de cavalerie (général von Schmidt) grossirent encore ce bilan. Près d'un tiers de l'armée de la Loire avait déserté, 29 000 soldats étaient tués, blessés ou faits prisonniers. Le reste de l'armée se repliait vers Laval (qu'elle

rallia le 16 janvier), abandonnant derrière elle l'essentiel de son train et de son artillerie.

Dans la nuit du 13 janvier, la 20^e Division allemande s'empara du camp de Conlie, où les réservistes levés en Bretagne étaient stationnés. Après de telles pertes, l'armée de la Loire ne représentait plus une menace sérieuse pour les Prussiens. La perspective de libérer Paris s'éloignait, mais il semble que Chanzy n'envisageait même plus de réorganiser l'armée ni de poursuivre la guerre : jusqu'à l'armistice du 29 janvier, l'armée de la Loire ne livra plus aucun combat.



Charge à la baïonnette, sous bois, des mobiles de la Sarthe.

10 janvier 1916 : début de la bataille d'Erzurum pendant la campagne du Caucase de la Première Guerre mondiale.

Elle opposa l'armée turque aux troupes russes et se termina par un succès de ces dernières. L'armée ottomane eut de très lourdes pertes (10 000 morts et blessés confondus ainsi que 5 000 prisonniers) comparées à celles des Russes (1 000 morts et 4 000 blessés).

À la mi-février, la victoire de l'armée russe lui permit de contrôler ainsi un territoire stratégique. En outre, une colonne russe se dirigea vers le nord et atteignit la mer Noire où, avec l'appui de la flotte russe, elle s'empara du port de Trébizonde à l'issue de la campagne de Trébizonde (en) (5 février-15 avril 1916). L'armée russe tenait la plus grande partie du territoire des six vilayets.

Cependant, à partir de 1917, la révolution russe entraîna la dislocation de l'armée russe du Caucase, ce qui permit à l'Empire ottoman de reprendre le territoire perdu. La Russie y renonça en 1918 par le traité de Brest-Litovsk.

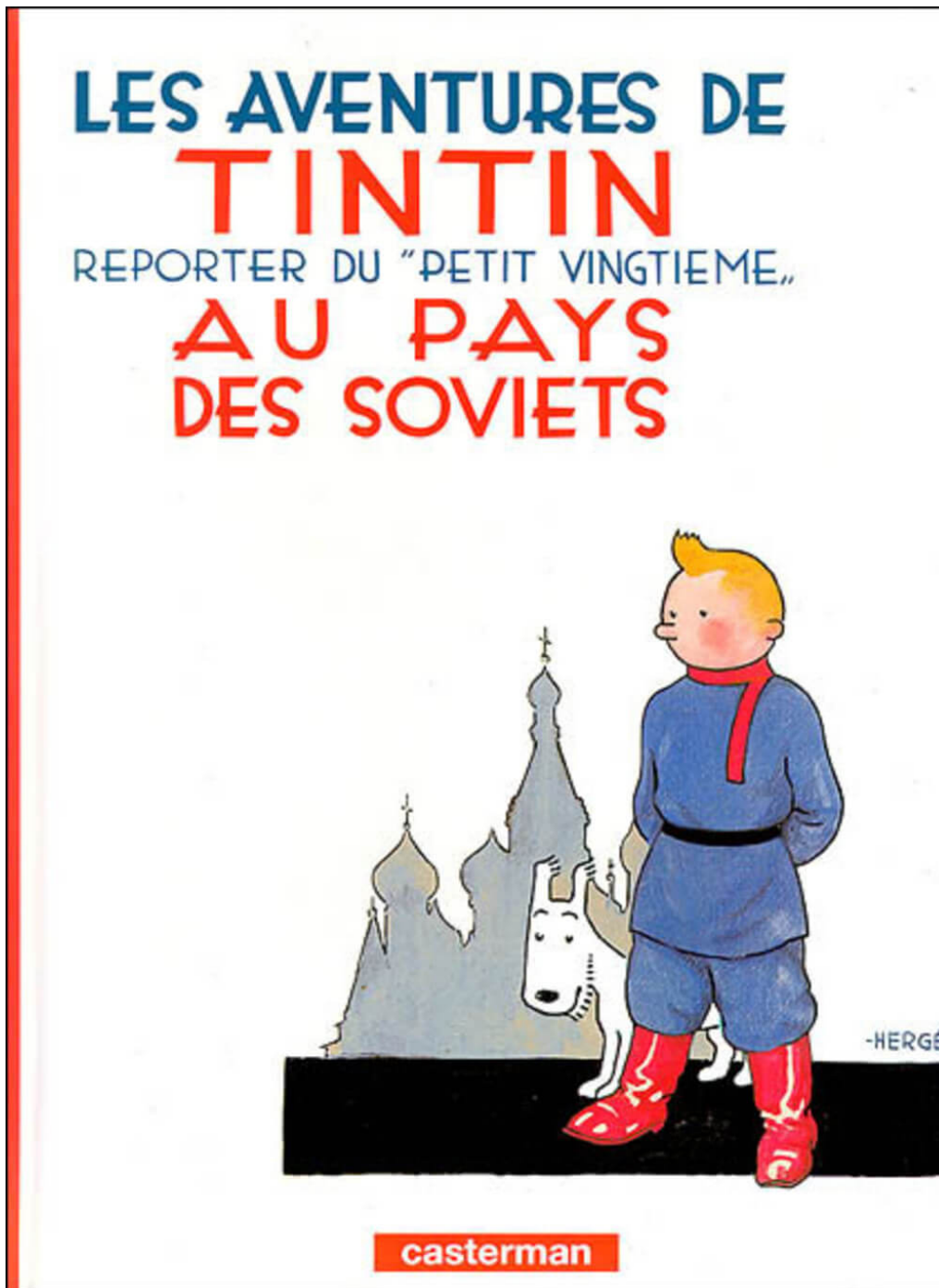


10 janvier 1920 : naissance de la SDN et entrée en vigueur du traité de Versailles.

La Société Des Nations est créée à Genève par 32 Etats membres le jour de l'application du traité de Versailles ayant mis fin à la Première Guerre Mondiale. C'est sûrement aussi ce traité qui a contribué à déclencher la seconde tant il pesait (psychologiquement et économiquement) sur l'Allemagne.

10 janvier 1929 : naissance du journaliste *globetrotter* Tintin (Bruxelles).

Le dessinateur Hergé (de son vrai nom, Georges Rémi) publie à 21 ans dans la revue belge *Le petit vingtième*, la première aventure de son héros *Tintin au pays des Soviets*. Anti-communiste, la BD fait partie des premières dénonciations grand public du bolchevisme. L'album paru en noir et blanc ne connaîtra de réédition en couleur qu'en... 2017.



10 janvier 1929 : premier ravitaillement en vol à des fins opérationnelles.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

10 janvier 1989 : les Cubains commencent leur retrait d'Angola.

En 13 ans (depuis novembre 1975), près de 310 000 soldats cubains sont venus combattre en Angola. Au moins 10 000 d'entre eux ont trouvé la mort, principalement dans les combats contre l'UNITA de Savimbi et les troupes Sud-Africaines.

L'intervention cubaine en Angola (nom de code Opération *Carlota*) commence le 5 novembre 1975, lorsque Cuba envoie des troupes de combat pour soutenir le Mouvement populaire communistes pour la libération de l'Angola (MPLA) contre l'Union nationale pro-occidentale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et le Front national de libération de l'Angola (FNLA). L'intervention intervient après le déclenchement de la guerre civile angolaise, qui se produit après que l'ancienne colonie portugaise obtienne son indépendance à la suite de la guerre d'indépendance angolaise. La guerre civile devient une guerre par procuration entre le bloc de l'Est dirigé par l'Union soviétique et le bloc de l'Ouest dirigé par les États-Unis. L'Afrique du Sud et les États-Unis soutiennent l'UNITA et le FNLA, tandis que les nations communistes soutiennent le MPLA.

Quelque 4 000 soldats cubains aident à repousser une opération militaire de la SADF, de l'UNITA, du FLNA et des troupes zaïroises. Plus tard, 18 000 soldats cubains vainquent le FNLA au nord et l'UNITA au sud. Les séparatistes du Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLEC) combattent les Cubains mais sont vaincus. En 1976, l'armée cubaine en Angola atteint 36 000 hommes. Après le retrait du Zaïre et de l'Afrique du Sud (mars 1976), les forces cubaines restent en Angola pour soutenir le gouvernement du MPLA contre l'UNITA dans la poursuite de la guerre civile. L'Afrique du Sud passe la décennie suivante à lancer des bombardements depuis ses bases du sud-ouest de l'Afrique vers le sud de l'Angola, tandis que l'UNITA se livre à des embuscades, à des attaques éclair et au harcèlement d'unités cubaines.

En 1988, les troupes cubaines (augmentées à environ 55 000) interviennent à nouveau pour éviter un désastre militaire lors d'une offensive des Forces armées populaires pour la libération de l'Angola (FAPLA) dirigée par les Soviétiques contre l'UNITA, qui est toujours soutenue par l'Afrique du Sud, menant à la bataille de Cuito Cuanavale et l'ouverture d'un deuxième front. Cette tournure des événements est considérée comme le principal moteur du succès des pourparlers de paix en cours menant aux accords de New York de 1988, l'accord par lequel les forces cubaines et sud-africaines se retirent de l'Angola tandis que l'Afrique du Sud-Ouest obtient son indépendance de l'Afrique du Sud. L'engagement militaire cubain en Angola prend fin en 1991, tandis que la guerre civile angolaise se poursuit jusqu'en 2002. Les pertes cubaines en Angola totalisent environ 10 000 morts, blessés ou disparus.

